

## Le rapport aux savoirs des élus des petites municipalités québécoises : pistes de réflexion et d'action

Madeleine Lefebvre, Guy Chiasson and Sonia Racine

Volume 46, Number 3, 2023

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1108479ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1108479ar>

[See table of contents](#)

### Publisher(s)

Canadian Regional Science Association / Association canadienne des sciences régionales

### ISSN

0705-4580 (print)

1925-2218 (digital)

[Explore this journal](#)

### Cite this article

Lefebvre, M., Chiasson, G. & Racine, S. (2023). Le rapport aux savoirs des élus des petites municipalités québécoises : pistes de réflexion et d'action. *Canadian Journal of Regional Science / Revue canadienne des sciences régionales*, 46(3), 18–28. <https://doi.org/10.7202/1108479ar>

### Article abstract

In the recent context in which Quebec municipalities have been recognized as local governments, elected municipal officials have become key players in the development of their communities. The question of their relationship with various types of knowledge deserves scrutiny in order to better understand their practice of municipal politics in interaction with other actors in the local development arena: citizens, municipal staff as well as community and scientific actors, and business people. We conducted an exploratory study to identify trends in this relationship. Our results point to a certain transformation of the interests of municipal representatives towards complex development issues, whether these interests appear before or after knowledge acquisition. They also indicate a high degree of appreciation of citizens' knowledge on the part of elected officials, although this does not seem to translate into significant reference to citizens' input. In addition, it seems that bridges still need to be built between municipal councillors and various groups holding specific knowledge, mainly actors from the scientific community.

# LE RAPPORT AUX SAVOIRS DES ÉLUS DES PETITES MUNICIPALITÉS QUÉBÉCOISES: PISTES DE RÉFLEXION ET D'ACTION

Madeleine Lefebvre, Guy Chiasson, Sonia Racine

**Madeleine Lefebvre**

Doctorante en Sciences  
sociales appliquées à Université  
du Québec en Outaouais  
[lefema03@uqo.ca](mailto:lefema03@uqo.ca)

**Guy Chiasson**

Ph. D. en Science politique,  
Professeur à l'Université du  
Québec en Outaouais  
[guy.chiasson@uqo.ca](mailto:guy.chiasson@uqo.ca)

**Sonia Racine**

Ph. D. en Service social,  
Conseillère en mobilisation des  
connaissances à Communagir  
[s.racine@communagir.org](mailto:s.racine@communagir.org)

Soumission : 2022-11-12  
Accepté : 2023-08-10

**Résumé :** Dans le contexte récent où les municipalités québécoises ont été reconnues comme des gouvernements de proximité, les élus municipaux sont devenus des acteurs-clés du développement de leur milieu. La question de leur rapport aux divers savoirs mérite attention pour mieux comprendre leur pratique de la politique municipale en interaction avec les autres joueurs dans l'arène du développement local : les citoyens, les acteurs des milieux municipal, communautaire et scientifique, et les gens d'affaires. Nous avons mené une étude exploratoire permettant de relever des tendances relatives à ce rapport. Nos résultats pointent vers une certaine transformation des intérêts des élus municipaux vers des enjeux complexes de développement, que ces intérêts soient en amont ou en aval de l'acquisition de connaissances. Ils indiquent également une grande valorisation par les élus des savoirs des citoyens, laquelle ne paraît toutefois pas s'actualiser en une référence importante à ceux-ci. Il semble en outre que des ponts demeurent à créer entre les élus municipaux et différents groupes détenant des connaissances spécifiques, principalement les acteurs du milieu scientifique.

**Abstract :** In the recent context in which Quebec municipalities have been recognized as local governments, elected municipal officials have become key players in the development of their communities. The question of their relationship with various types of knowledge deserves scrutiny in order to better understand their practice of municipal politics in interaction with other actors in the local development arena: citizens, municipal staff as well as community and scientific actors, and business people. We conducted an exploratory study to identify trends in this relationship. Our results point to a certain transformation of the interests of municipal representatives towards complex development issues, whether these interests appear before or after knowledge acquisition. They also indicate a high degree of appreciation of citizens' knowledge on the part of elected officials, although this does not seem to translate into significant reference to citizens' input. In addition, it seems that bridges still need to be built between municipal councillors and various groups holding specific knowledge, mainly actors from the scientific community.

**Mots clés :** Politique municipale, utilisation des connaissances, développement local

**Keywords :** Municipal policy, knowledge utilization, local development

**Reconnaissance** Cet article est basé sur une étude réalisée dans le cadre d'un stage MITACS, programme Accélération et a pu ainsi bénéficier du soutien de MITACS et de l'organisme Communagir.

## INTRODUCTION

En 2017, le gouvernement québécois a voté la *Loi visant principalement à reconnaître que les municipalités sont des gouvernements de proximité et à augmenter à ce titre leur autonomie et leurs pouvoirs*. Si cette loi représente une reconnaissance nouvelle de la part du gouvernement, elle confirme également un rôle en matière de développement local que les municipalités exerçaient déjà, du moins en partie, dans la pratique. C'est donc dire que les personnes élues dans les municipalités québécoises assument, depuis plusieurs années, des responsabilités accrues qui peuvent nécessiter des connaissances et des expertises différentes de celles requises pour remplir leur rôle traditionnellement axé sur le service direct à la propriété (Dufresne, 2013; Mévellec & Tremblay, 2016). Toutefois, on en sait très peu sur la relation d'échange qu'ils entretiennent avec les différents acteurs du développement et leur perception et utilisation des savoirs détenus par chacun. En effet, très peu d'études portent sur la politique municipale québécoise et encore moins sur les plus petites municipalités, celles de moins de 5000 habitants, qui constituent l'écrasante majorité des municipalités de la province<sup>1</sup>.

### L'évolution du rôle des élus municipaux

Les municipalités canadiennes ont été créées au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle afin de faciliter la gestion du développement des colonies de l'Amérique du Nord britannique (Nicol, 1997). Les gouvernements des colonies, qui vont devenir les provinces canadiennes suite à la Confédération de 1867, vont ainsi décentraliser le pouvoir vers les territoires locaux en construction et mettre en place un système de taxation permettant l'implantation d'infrastructures à usage commun, telles les routes (Quesnel, 1986). Les élus municipaux ont ainsi traditionnellement été interpellés par des enjeux relatifs aux services de base à fournir aux propriétaires fonciers établis sur leur territoire et aux mécanismes à mettre en œuvre pour accroître la valeur foncière de leur municipalité, notamment en y attirant des entreprises pourvoyeuses d'emplois et en y favorisant le développement immobilier (Chiasson et al, 2014; Sancton & Young, 2009). Or, ce rôle s'est quelque peu transformé au fil des décennies, en concordance avec l'évolution même des responsabilités municipales. En effet, le passage d'un contexte colonial à l'industrialisation et l'urbanisation du Québec, tout comme les grandes phases de croissance et de récession économiques, puis plus récemment la mondialisation économique et sociale, ont remodelé les attentes envers les municipalités et leurs élus, de même que leurs responsabilités officiellement concédées par le Gouvernement du Québec (Mévellec et al, 2017). De même, la révision, souvent à la baisse, du rôle de l'État québécois, tout comme de l'État fédéral, depuis les années 1980 (Hamel & Jouve, 2006), n'est pas étrangère à un accroissement du champ d'action des municipalités québécoises contemporaines. Ainsi, les municipalités se sont progressivement intéressées davantage, en plus des services à la propriété tels la gestion des ordures, l'entretien des rues, la sécurité publique, etc., aux services aux citoyens en général et aux grands enjeux sociétaux, telles l'inclusion sociale et la lutte à la pauvreté, l'immigration et la transition socioécologique (Beaudet & Shearmur, 2019).

Mévellec et Tremblay (2016) incluent cette politisation du rôle des élus municipaux dans un mouvement de professionnalisation. Comme d'autres chercheurs, elles soulignent que cette évolution soulève des questions quant aux connaissances ou savoirs à mobiliser par les élus municipaux dans l'exercice de leurs fonctions. Leur besoin en connaissances serait accru (Divay et al, 2016; Lucas & Sayers, 2018; Mévellec & Tremblay, 2016; Pinson, 2009) et l'acquisition en serait facilitée par des modalités d'échange et de concertation avec

des acteurs de divers secteurs (Lachapelle & Bourque, 2020). Or, si cette tendance à la professionnalisation des élus est assez bien documentée dans des villes de taille moyenne ou grande (Mévellec & Tremblay, 2016), la question reste entière dans le contexte des petites municipalités (Breux & Parent, 2023), qui regroupent la majorité des élus municipaux québécois (Mévellec et al, 2022).

### L'exercice d'un mandat dans une municipalité de petite taille

Les élus municipaux ne forment pas un groupe monolithique. On peut facilement présumer que la nature, comme la mise en œuvre de leur mandat politique et la taille de la fonction publique locale, diffèrent significativement d'une municipalité à une autre, selon leur taille (Breux & Parent, 2023; Fédération québécois des municipalités, 2020). S'il y a une littérature relativement fournie qui permet de cerner les particularités des petites communes en France (Faure, 1991; Douillet, 2003; Vignon, 2016) et des travaux récents sur les petites municipalités dans certaines provinces canadiennes (Ryser et al, 2023), cette réalité reste assez mal documentée dans le cas du Québec<sup>2</sup>. On peut tout de même signaler certains travaux qui mettent de l'avant les difficultés particulières rencontrées par les petites municipalités dans les régions qui dépendent de l'exploitation des ressources naturelles (Proulx, 2009; Gouvernement du Québec, 2022). Dans cette veine, les travaux de Marie-Claude Prémont (2015) soulignent les difficultés pour les petites municipalités de faire du développement endogène, alors qu'une partie importante des revenus municipaux provient des activités industrielles d'extraction des ressources naturelles. Le mémoire de Yoan Gaudreau (2020) fait des constats semblables sur le manque de ressources humaines et financières à la disposition des élus des petites municipalités forestières de l'Outaouais pour faire émerger des projets de développement local. Dans une autre voie d'analyse, les travaux de Mévellec et al. (2022) notent les grands écarts de rémunération qui persistent entre les petites municipalités et les autres. La rémunération dans les petits milieux reste assez cohérente avec l'exercice d'un mandat à temps partiel qui pourrait, dans bien des cas, limiter le développement de compétences et visions politiques favorisant la professionnalisation (Lucas & Sayers, 2018; Mévellec et al, 2022).

En somme, ces éléments de littérature suggèrent que les conditions pour une professionnalisation du travail des élus municipaux québécois sont plus difficilement réunies dans les petits milieux. Comme l'évoquent Lefèvre et Pinson (2020), on ne peut nier l'influence des territoires d'ancrage, incluant la taille des municipalités, sur l'accomplissement des mandats politiques municipaux. Ces constats justifient un regard spécifique sur la mobilisation et l'utilisation des savoirs dans le contexte de ces petites municipalités.

### La question de la mobilisation des savoirs par les élus municipaux

Alors que des études ont exploré l'utilisation de connaissances scientifiques dans les prises de décision politiques, principalement dans les grandes villes (Ashcraft et al, 2020; Oliver et al, 2014), très peu se sont intéressées à documenter les pratiques des personnes élues dans les petites municipalités. De plus, leur mobilisation des savoirs – non exclusivement ceux issus de la science, mais l'ensemble des connaissances pouvant leur servir à réfléchir sur un enjeu donné, orienter leurs actions et prendre des décisions ou encore, justifier des décisions prises – n'a fait l'objet à ce jour d'aucune recherche à notre connaissance. Considérant le contexte actuel accordant une place centrale aux élus municipaux dans le développement local, en plus de la tendance observée de leur professionnalisation, il apparaît important de s'intéresser à la relation qu'entretiennent les élus des petites municipalités québécoises avec les divers savoirs. Précisons que

<sup>1</sup> Le Québec compte 1108 municipalités. Or, 918 d'entre elles, soit 83 %, ont moins de 5000 habitants (Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, 2023).

<sup>2</sup> Voir par contre l'article de Breux & Parent (2023) qui ouvre la voie pour des recherches sur les petites municipalités québécoises.

le concept de savoir défini par la littérature englobe une pluralité de types de connaissances, autant pratiques que théoriques. Nous privilégions dans cette étude une définition élargie qui inclut les savoirs détenus par tous les acteurs du développement des milieux avec lesquels les élus municipaux transigent : les citoyens, les gens d'affaires, les acteurs des milieux municipal, communautaire et scientifique.

## CADRAGE CONCEPTUEL ET OBJECTIFS DE LA RECHERCHE

Le rapport aux savoirs de Charlot (1997) a été utilisé comme assise théorique pour guider l'analyse et l'interprétation des données de cette étude. Ce concept est basé sur une importante recherche longitudinale menée en milieu scolaire dans les banlieues françaises. Nous déclinons ce rapport en volets théorique et pratique, pour opérationnaliser un modèle permettant de saisir la nature et la qualité de la relation entretenue entre un individu et « l'apprendre », tel que défini par Charlot (1997). Ainsi, le rapport à un type de savoir peut être cerné par la perception qu'en a un individu, l'utilisation qu'il en fait et les moyens qu'il a de l'acquérir.

Dans cette étude, le rapport aux savoirs porte spécifiquement sur la relation des élus des petites municipalités du Québec avec les savoirs de groupes ciblés pour leurs interactions potentielles avec eux : les citoyens, les gens d'affaires, les acteurs du milieu municipal (incluant les fonctionnaires des diverses professions que les élus consultent : urbanistes, ingénieurs, agents de développement économique, culturel, en loisir, spécialistes en communication, etc.), du milieu communautaire et du milieu scientifique. Ces savoirs, dans une vision interactionniste telle que la littérature sur le rapport aux savoirs nous la propose, sont abordés et valorisés par ces interactions entre les acteurs. Le présent article vise donc ces trois objectifs spécifiques :

- **Objectif 1** – Cerner les sujets et les raisons motivant les élus à rechercher de nouvelles connaissances.
- **Objectif 2** – Tracer un portrait des habitudes de référence des élus pour acquérir de nouvelles connaissances.
- **Objectif 3** – Saisir l'importance accordée par les élus à divers types de savoirs.

## MÉTHODOLOGIE

Cette étude exploratoire utilisant une méthodologie quantitative a été menée au Québec entre octobre et décembre 2021. Un devis descriptif a été privilégié. Il permet de soulever des questions et des constats nourrissant des pistes de réflexion pour poursuivre des travaux de recherche et d'accompagnement sur et pour les élus municipaux, au bénéfice du développement des milieux. Conformément à la problématique sous-tendant cette étude, la collecte de données s'est concentrée sur les élus de municipalités québécoises de moins de 5000 habitants.

Un questionnaire en ligne a été développé par l'équipe de recherche pour permettre de relever le rapport des élus aux divers savoirs sous l'angle de leur perception de ces derniers, de leur utilisation et de leur modalité d'acquisition. Les élus ont par exemple été questionnés à propos de leurs habitudes de référence à certains acteurs, de la confiance qu'ils ont en leurs connaissances, de leur intérêt à s'enquérir de leur opinion relativement à certains dossiers en vue d'appréhender ce rapport aux savoirs. Ce questionnaire a été prétesté auprès de personnes élues pour vérifier la clarté et la pertinence des énoncés. Sa version finale comportait vingt-trois questions réparties en quatre sections portant sur :

1. Les caractéristiques démographiques de la municipalité et les conditions d'exercice du mandat électif (voir tableau 1).
2. Les intérêts des répondants envers certains savoirs et les utilisations qui en sont faites.
3. L'importance accordée à divers savoirs et à ceux qui les détiennent.
4. Les modalités d'acquisition des savoirs.

Il fut diffusé sur les réseaux sociaux et dans des infolettres d'organisations partenaires, soit l'Union des municipalités du Québec (UMQ) et la Fédération québécoise des municipalités (FQM).

### Limites de l'étude

Il apparaît essentiel de souligner certaines limites de cette étude. En premier lieu, les 106 répondants au questionnaire ne peuvent représenter l'ensemble des près de 6 500 élus des petites municipalités du Québec. Puis, un biais d'échantillonnage est possible, les participants ayant pu être d'emblée des personnes intéressées par l'évolution du rôle des élus municipaux ou par la mobilisation des savoirs. De cette façon, il faut considérer les résultats de cette étude avec prudence et les interpréter de façon nuancée. Nous insistons sur le fait que notre étude permet de soulever des thèmes nouveaux sur la question des savoirs que des études supplémentaires pourront approfondir.

## RÉSULTATS

Au total, 106 personnes élues ont répondu au questionnaire (n=106). Le tableau 1 indique les caractéristiques des personnes répondantes. Les données ont été analysées à l'aide de statistiques descriptives de fréquences. Pour porter un regard sur la question de genre en politique municipale, alors que de plus en plus de femmes intègrent ce milieu traditionnellement masculin (Gallant & Breux, 2010; Mévellec & Tremblay, 2016), et par souci de précision dans l'analyse des tendances soulevées par les résultats, les figures présentées font ressortir les fréquences générales et celles regroupées par genre (homme ou femme, aucun répondant n'ayant déclaré une autre identité de genre). Nous présentons ici les résultats associés aux trois objectifs spécifiques de cette étude.

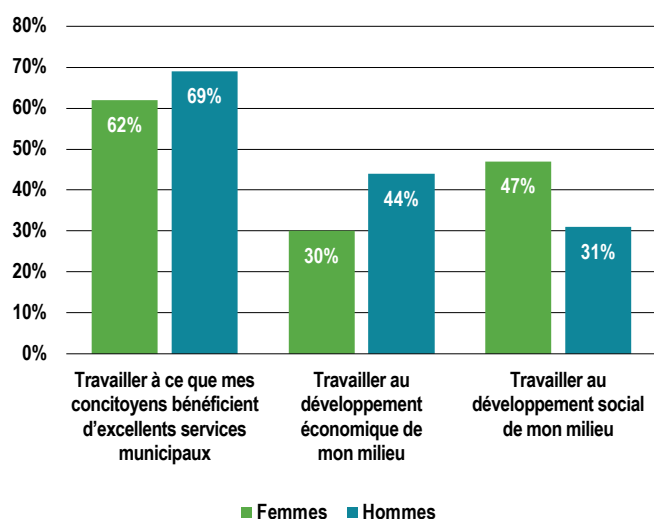
**Tableau 1.** Caractéristiques des personnes participant à l'étude

	Femmes n (%)	Hommes n (%)
	47 (44)	59 (56)
<b>Poste occupé</b>		
Conseiller-ère	40 (38)	33 (31)
Maire-sse	6 (6)	24 (23)
Non spécifié	1 (1)	2 (2)
<b>Expérience en politique municipale</b>		
Moins d'un an	15 (14)	13 (12)
Entre 1 et 4 ans	8 (8)	9 (8)
Entre 4 et 8 ans	12 (11)	15 (14)
Plus de 8 ans	12 (11)	22 (21)
<b>Heures hebdomadaires consacrées au mandat</b>		
Moins de 10 h	29 (27)	23 (22)
Entre 10 h et 20 h	14 (13)	20 (19)
Entre 20 h et 30 h	3 (3)	7 (7)
Plus de 30 h	1 (1)	9 (8)

**Tableau 2.** Objectifs représentant le plus les motivations des répondants à œuvrer en politique municipale

	Femmes	Hommes	Proportion des femmes sur le total des répondant-es	Proportion des hommes sur le total des répondant-es	Proportion sur le total des répondant-es
Travailler à ce que mes concitoyens bénéficient d'excellents services municipaux	29	41	62 %	69 %	66 %
Travailler au développement économique de mon milieu	14	26	30 %	44 %	38 %
Travailler au développement social de mon milieu	22	18	47 %	31 %	38 %
Agir comme porte-parole de mes concitoyens	17	9	36 %	15 %	25 %
Travailler à ce que mes concitoyens paient le moins possible d'impôts fonciers	8	16	17 %	27 %	23 %
Travailler à la transition écologique	4	8	9 %	14 %	11 %
Autre	0	0	0 %	0 %	0 %

**Figure 1.** Trois principales motivations des répondants à œuvrer en politique municipale selon le genre



### Objectif 1 : Cerner les sujets et les raisons motivant les élus à rechercher de nouvelles connaissances

La motivation étant un puissant moteur d'action, le fait de comprendre celles des élus peut éclairer leurs habitudes de recherche et d'utilisation des connaissances (Heckhausen & Heckhausen, 2008). Les répondants ont eu à sélectionner, parmi sept énoncés – et une option « autre » – choisis en fonction de la littérature (Mévellec & Tremblay, 2016; Communagir, 2014), les deux représentant le plus leurs motivations à s'engager en politique municipale. La motivation la plus populaire s'est révélée la même tant chez les femmes (62%) que chez les hommes (69%) : *travailler à ce que mes concitoyens bénéficient d'excellents services municipaux*.

Cette motivation s'inscrit dans la tradition des sujets de prédilection des élus municipaux et dans l'historique des fondements mêmes du palier municipal (Mévellec et al, 2017). Toutefois, on note aussi que de travailler au développement social ou économique du milieu interpelle près de 40% des répondants, ce qui va dans le sens d'un élargissement de leur rôle, puisqu'il s'agit, particulièrement à l'égard

du développement social, d'un domaine relativement nouveau d'intérêt et de responsabilités au palier municipal (Durand Folco, 2021; Rochman & Tremblay, 2012).

Il ressort également des données obtenues, comme indiqué à la figure 1, des tendances différenciées selon le genre concernant ces principales motivations des hommes et des femmes actifs en politique municipale. En effet, la deuxième motivation la plus populaire parmi celles énoncées pour les hommes est le désir de travailler au développement économique du milieu (44%). On note un écart de 14 points de pourcentage avec les femmes, qui ont indiqué être principalement motivées par cet objectif dans une proportion de 30%. Inversement, la seconde motivation la plus populaire, dans le cas des femmes, est le désir de travailler au développement social du milieu (47%). On relève à nouveau un écart avec les hommes, de 16 points de pourcentage cette fois, ces derniers ayant indiqué être principalement motivés par cet objectif dans une proportion de 31%.

Quant aux sujets pour lesquels de nouvelles connaissances sont recherchées par les élus, les plus populaires chez les répondants concernent les façons de contribuer au développement économique et social du milieu. Ces résultats, exposés au tableau 3, sont intéressants dans la mesure où, tel que mentionné précédemment, le développement social est un domaine relativement nouveau de responsabilités pour les municipalités, que l'on associe à la professionnalisation du rôle des élus municipaux. On peut penser que les nouvelles responsabilités des élus influencent leurs besoins de connaissances ou, à l'inverse, que leur intérêt envers les enjeux de développement ait pu être l'un des moteurs des changements récents observés dans leurs rôles et responsabilités. Soulignons surtout que les élus sont désireux d'acquérir des connaissances sur un ensemble varié de sujets, alors que presque chacun des six sujets identifiés a été sélectionné par au moins 35% des répondants. Il n'y a que *les façons de limiter l'impôt foncier* qui a été choisi par moins de répondants (24%). On pourrait percevoir là aussi une indication de la professionnalisation des élus, alors que traditionnellement, la limitation de l'impôt foncier est associée à une prestation efficace de services aux propriétaires, qui sont perçus davantage comme des « clients » que des « citoyens » de leur municipalité (Dufresne, 2013). Toutefois, on pourrait en comprendre simplement que la limitation de l'impôt foncier est un sujet déjà connu des élus, si bien que l'acquisition de nouvelles connaissances à cet égard ne fait pas l'objet d'un grand intérêt.

**Tableau 3.** Sujets sur lesquels les répondants voudraient plus de connaissances pour effectuer leur mandat

	Femmes	Hommes	Proportion des femmes sur le total des répondant-es	Proportion des hommes sur le total des répondant-es	Proportion de femmes et d'hommes sur le total des répondant-es	
Participer à certaines prises de décision au conseil municipal	30	27	64 %	46 %	54 %	Utilisation instrumentale
Discuter de certains projets au conseil municipal	17	24	36 %	41 %	39 %	
Comprendre certains enjeux de développement	25	38	53 %	64 %	59 %	Utilisation conceptuelle
Comprendre certains services municipaux	12	6	26 %	10 %	17 %	
Expliquer certaines décisions prises au conseil municipal	8	22	17 %	37 %	28 %	Utilisation symbolique
Autre	2	1	4 %	2 %	3 %	

**Tableau 4.** Sources de référence vers lesquelles les répondants se tournent davantage pour trouver des informations nécessaires à leur mandat

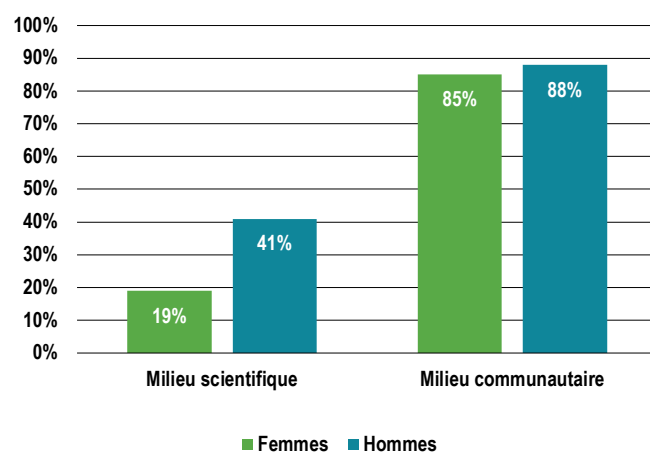
	Femmes	Hommes	Proportion des femmes sur le total des répondant-es	Proportion des hommes sur le total des répondant-es	Proportion de femmes et d'hommes sur le total des répondant-es
Des employés de la municipalité ou des documents qu'ils produisent	31	61	46 %	69 %	68 %
Des employés de la MRC ou des documents qu'ils produisent	18	23	38 %	39 %	39 %
D'autres élu-es	11	16	23 %	27 %	25 %
Des chercheurs universitaires ou des documents qu'ils produisent	7	11	15 %	19 %	17 %
Des gens d'affaires ou des documents qu'ils produisent	14	7	9 %	12 %	10 %
Des citoyens en général	5	5	11 %	8 %	9 %
Des employés d'organismes communautaires ou des documents qu'ils produisent	6	2	13 %	3 %	8 %
Des citoyens qu'ils côtoient	5	3	11 %	5 %	8 %
Autre	5	6	11 %	10 %	10 %

## Objectif 2 : Tracer un portrait des habitudes de référence des élus pour acquérir de nouvelles connaissances

Nous nous sommes intéressés aux sources auxquelles les élus recourent davantage pour acquérir des connaissances en vue d'assumer leur mandat. Tel qu'indiqué au tableau 4, ce sont vers les savoirs professionnels des fonctionnaires municipaux que se tournent davantage les répondants à notre questionnaire. En effet, la majorité (68 %), tant chez les hommes que chez les femmes, affirme se diriger surtout vers les employés municipaux et les documents qu'ils produisent pour trouver les informations nécessaires à son travail. Cette pratique de référence se confirme également dans la deuxième source la plus populaire (39 %), soit les employés de la MRC et les documents qu'ils produisent. En troisième position, on retrouve le recours aux collègues élus, une source que l'on pourrait également associer à des savoirs professionnels – issus de diverses professions – selon le bagage professionnel des élus. Le milieu scientifique, pour sa part, est une source de référence privilégiée par 17 % des répondants. Le milieu des affaires (10 %), les citoyens en général (9 %), le milieu communautaire (8 %) et les citoyens côtoyés par les élus (8 %) sont quant à eux des sources de référence moins prisées.

On relève ici également une tendance différenciée selon le genre, alors que les femmes sont proportionnellement un peu plus nombreuses que les hommes (différence de 10 points de pourcentage)

à se tourner surtout vers les employés des organismes communautaires et les documents qu'ils produisent, une source que très peu d'hommes disent principalement consulter (3 %).

**Figure 2.** Proportion de répondants affirmant avoir beaucoup d'échanges directs ou indirects avec le milieu scientifique ou communautaire

**Tableau 5.** Principales raisons pour lesquelles les répondants considèrent ne pas avoir beaucoup d'échange directs ou indirects avec le milieu scientifique

	Femmes	Hommes	Proportion des femmes sur le total des répondant-es
Je ne connais pas vraiment d'outils de ce milieu pertinents à mes fonctions d'élu-e	55 %	60 %	58 %
Je ne connais personne de ce milieu avec qui échanger	50 %	49 %	49 %
Je manque généralement de temps pour échanger avec ce milieu	18 %	20 %	19 %
Les échanges avec ce milieu ne sont pas valorisés dans ma municipalité	16 %	17 %	16 %
Autre	11 %	9 %	10 %
Je ne ressens généralement pas le besoin d'échanger avec ce milieu	8 %	6 %	7 %
Je n'ai généralement pas confiance envers ce milieu	0 %	3 %	1 %

Puis, comme l'accès à un savoir influence les habitudes de référence (Amara et al, 2004; Charlot, 1997; De Sousa Santos, 2008; McAll, 2017), nous avons demandé aux élus s'ils considéraient avoir beaucoup d'échanges directs (discussions, rencontres, formations, etc.) ou indirects (lectures, reportages audio, vidéos, etc.) avec certains détenteurs de savoirs. Nous avons circonscrit nos questions aux milieux communautaire et scientifique, qui sont extérieurs à la municipalité, c'est-à-dire auxquels les élus n'ont pas d'emblée accès en se rendant à l'hôtel de ville. La figure 2 présente les résultats.

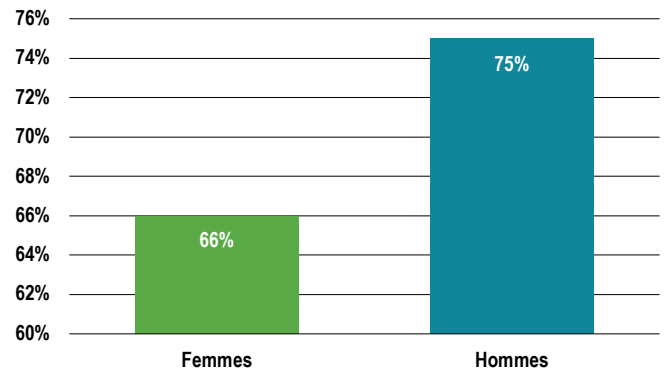
Nous relevons qu'une minorité de répondants affirment avoir des échanges directs ou indirects avec le milieu scientifique, contrairement au secteur communautaire. De plus, la proportion des hommes qui considèrent avoir beaucoup d'échanges avec le milieu de la science est plus du double de celle des femmes (écart de 22 points de pourcentage).

Nous avons également interrogé les répondants, majoritaires, affirmant avoir peu ou pas d'échange avec le milieu scientifique, sur les raisons de cet état de choses. Comme l'illustre le tableau 5, le fait de ne pas connaître d'outils du milieu scientifique pertinents aux fonctions d'élu (58 %) et celui de ne pas connaître de personnes issues du milieu scientifique (49 %) sont de loin les raisons principales évoquées pour expliquer le volume réduit d'échanges avec ce milieu. Notons également que le manque de confiance accordée à celui-ci ne semble pas être en cause (1 %).

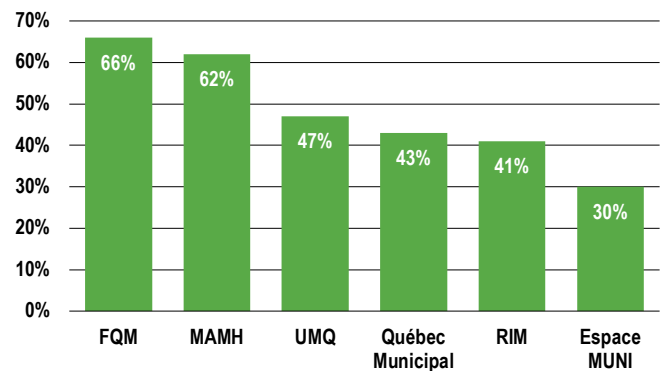
Toujours en lien avec l'accès aux savoirs et les habitudes de référence, nous avons demandé aux répondants s'ils considéraient avoir beaucoup d'échanges formels avec les citoyens de leur municipalité, par des voies participatives officielles. Comme l'indique la figure 3, 66 % des femmes et 75 % des hommes sondés considèrent avoir beaucoup d'échanges formels avec les citoyens. Donc, à l'inverse, près de 30 % ne considèrent pas avoir beaucoup d'échanges formels avec eux.

Nous avons en outre interrogé les répondants sur leur utilisation des principales ressources particulièrement destinées à les soutenir (outils, formations, bulletins d'information, etc.) créées par diverses organisations québécoises : Espace MUNI, l'UMQ, la FQM, le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH), le Réseau d'information municipale (RIM) et Québec Municipal. Les résultats obtenus, présentés à la figure 5, nous indiquent que les outils fournis par ces divers organismes sont plutôt utilisés par les répondants au questionnaire : entre 30 % et 66 % ont en effet affirmé les utiliser de façon occasionnelle ou régulière. Les ressources de la FQM et du

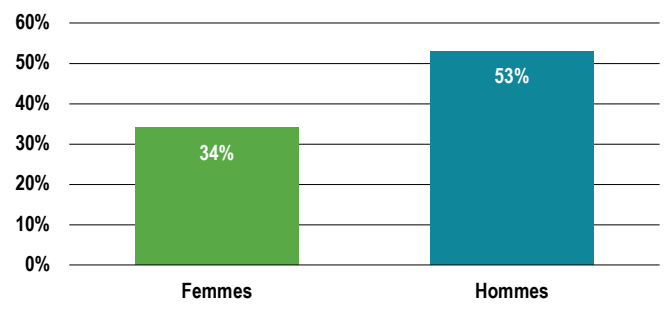
**Figure 3.** Proportion de répondants affirmant avoir beaucoup d'échanges formels avec les citoyens



**Figure 4.** Proportion de répondants utilisant régulièrement ou occasionnellement les ressources de ces organismes



**Figure 5.** Proportion de répondants affirmant participer à une table ou un regroupement multisectoriel dans le cadre de leurs fonctions politiques



MAMH semblent être les plus populaires, ce qui n'est certainement pas étranger au fait que la vaste majorité des petites municipalités, d'où proviennent les répondants, sont affiliées à la FQM.

Nous avons finalement sondé les élus sur leur participation, dans le cadre de leur mandat, à des tables de concertation ou à des regroupements de partenaires multisectoriels, qui permettent d'échanger entre acteurs de divers secteurs et ainsi, de confronter différents points de vue fondés sur des savoirs variés (Bourque, 2008; Fontan et al, 2014; Lachapelle & Bourque, 2020). Une différence significative ressort entre les femmes et les hommes sur cette question (19 points de pourcentage d'écart), alors que les hommes affirment en faible majorité (53 %) participer à de tels espaces, contrairement à une minorité de leurs collègues élues (34 %).

**Tableau 6.** Importance que les répondants accordent aux savoirs de différents groupes relativement aux dossiers municipaux traités

	Les citoyens de la municipalité	Les employés de la municipalité ou MRC	Les milieux communautaires	Le milieu scientifique	Les gens d'affaires	
<b>Beaucoup d'importance</b>	74 %	60 %	60 %	15 %	34 %	<b>Proportion des femmes sur le total des répondant-es</b>
<b>Moyennement d'importance</b>	21 %	28 %	34 %	51 %	45 %	
<b>Peu d'importance</b>	4 %	11 %	2 %	19 %	15 %	
<b>Très peu d'importance</b>	0 %	0 %	4 %	4 %	6 %	
<b>Aucune importance</b>	0 %	2 %	0 %	11 %	0 %	
<b>Beaucoup d'importance</b>	75 %	56 %	49 %	29 %	46 %	<b>Proportion des hommes sur le total des répondant-es</b>
<b>Moyennement d'importance</b>	20 %	34 %	34 %	29 %	37 %	
<b>Peu d'importance</b>	3 %	10 %	15 %	32 %	14 %	
<b>Très peu d'importance</b>	2 %	0 %	2 %	7 %	3 %	
<b>Aucune importance</b>	0 %	0 %	0 %	3 %	0 %	
<b>Beaucoup d'importance</b>	75 %	58 %	54 %	23 %	41 %	<b>Proportion de femmes et d'hommes sur le total des répondant-es</b>
<b>Moyennement d'importance</b>	21 %	31 %	34 %	39 %	41 %	
<b>Peu d'importance</b>	4 %	10 %	9 %	26 %	14 %	
<b>Très peu d'importance</b>	1 %	0 %	3 %	6 %	5 %	
<b>Aucune importance</b>	0 %	0 %	0 %	7 %	0 %	

### Objectif 3 : Saisir l'importance accordée par les élus à divers types de savoirs

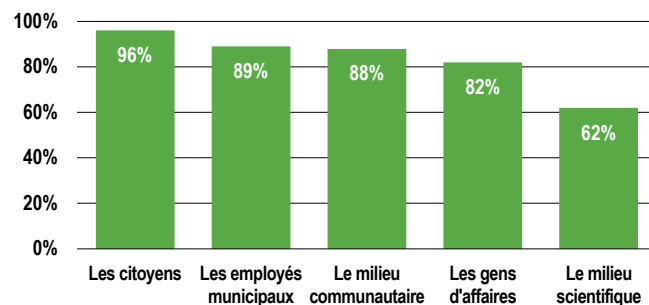
Pour répondre à ce troisième objectif, nous avons sondé les élus sur l'importance qu'ils accordent aux savoirs de divers groupes relativement aux dossiers qu'ils ont à traiter dans l'exercice de leur mandat. Ces groupes sont les citoyens de leur municipalité, les employés municipaux, les gens d'affaires, les professionnels des milieux communautaires et les scientifiques. De façon générale, la grande majorité des élus disent accorder moyennement ou beaucoup d'importance aux savoirs détenus par toutes ces catégories de personnes tandis que, comme nous l'avons vu précédemment, c'est principalement aux savoirs des professionnels du milieu municipal qu'ils se réfèrent. Ce dernier choix peut sembler logique pour des motifs d'accès et de pertinence alors que les élus et les fonctionnaires municipaux travaillent dans des espaces souvent communs ou rapprochés physiquement et qu'en vertu de la nature même de leurs tâches, ces derniers sont amenés à renseigner les élus.

Comme présenté en figure 6, la quasi-totalité des répondants (96 %) ont indiqué accorder moyennement ou beaucoup d'importance à ce que les citoyens en général pourraient avoir à dire sur les enjeux qu'ils traitent dans le cadre de leur mandat. C'est aux savoirs de ce groupe que le plus de répondants (75 %) affirme accorder beaucoup d'importance. Or, comme l'illustre la figure 7, rappelons qu'une infime partie des répondants (9 %) se tourne davantage vers les citoyens en général pour y chercher des informations utiles à l'exercice de leur mandat.

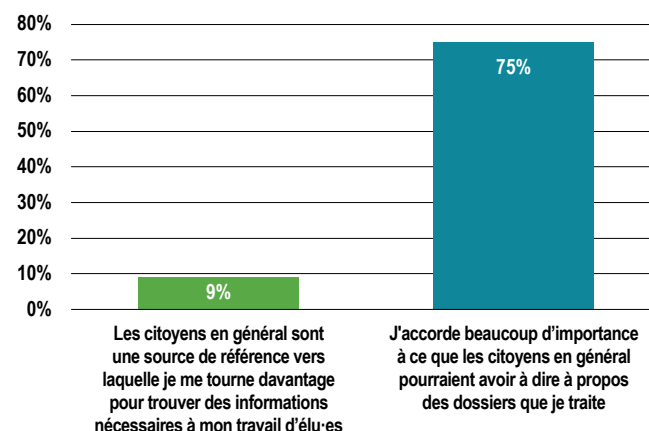
On retrouve la même situation en ce qui concerne le milieu communautaire. Bien que les femmes de notre échantillon aient plus tendance que les hommes à accorder davantage d'importance aux savoirs professionnels issus de ce milieu, dans les deux cas, une grande majorité de répondants disent y accorder moyennement ou beaucoup d'importance (88 %). Or, une infime partie (8 %) se tourne davantage vers le milieu communautaire pour y chercher des informations.

Quant aux savoirs du milieu scientifique, c'est près de 40 % des répondants qui n'y accorde que peu, très peu ou aucune importance, ce qui correspond au fait qu'ils recourent peu à ce milieu (17 %) pour l'obtention de savoirs. Ces données peuvent être intéressantes à mettre en parallèle avec celles présentées au tableau 5 et à la figure 3 concernant l'accès aux savoirs, où l'on mettait en lumière les échanges limités entre élus et scientifiques, principalement à cause de la méconnaissance par les élus d'outils scientifiques pertinents à leurs fonctions ou de personnes œuvrant dans le milieu scientifique.

**Figure 6.** Proportion de répondants affirmant accorder moyennement ou beaucoup d'importance à ce que pourraient avoir à dire différents groupes de personnes relativement aux dossiers qu'ils traitent



**Figure 7.** Proportion de répondants se tournant davantage vers les citoyens en général comme source d'information dans le cadre de leur mandat et proportion accordant beaucoup d'importance aux savoirs des citoyens pour traiter leurs dossiers





## DISCUSSION

Nous avons mené cette étude exploratoire pour mieux saisir le rapport qu'entretiennent les élus des municipalités québécoises de moins de 5000 habitants avec les savoirs des citoyens, des gens d'affaires et des acteurs des milieux municipal, communautaire et scientifique. Ce faisant, nous avons également porté attention aux différences ou convergences entre les élus hommes et femmes du point de vue de leur rapport aux savoirs. Les résultats des 106 questionnaires complétés portent à croire que leurs perceptions et pratiques ne sont pas entièrement décalées du changement de paradigme quant à la professionnalisation de leur rôle, observé par des recherches portant sur les plus grandes villes. Nos résultats ne confirment cependant pas pleinement ce virage dans le cas des plus petites municipalités. Ils permettent toutefois de déceler certaines tendances, dont deux sont ici discutées : le cheminement parallèle entre les élus des petites municipalités et les scientifiques, et la prégnance de l'aspect relationnel intime dans les habitudes de références des élus aux citoyens. Bien que non généralisables et modestes, ces résultats peuvent contribuer à des réflexions sur l'apport des élus au développement local et sur l'optimisation du travail collaboratif au bénéfice de ce dernier. Ils constituent en outre une première brèche intéressante dans le domaine de la politique municipale telle qu'exercée dans les petites municipalités québécoises, un terrain d'études qui demeure largement à défricher.

### Le nécessaire maillage avec le milieu scientifique

Les personnes élues qui ont participé à l'étude ont confiance en la science, même si les connaissances scientifiques sont celles auxquelles elles accordent le moins d'importance relativement aux dossiers qu'elles traitent. On note également que la grande majorité d'entre elles considèrent avoir peu ou pas d'échanges directs ou indirects avec le milieu scientifique, situation qu'elles attribuent principalement au fait de ne connaître ni d'outils scientifiques pertinents à l'exercice de leur mandat, ni de personnes issues de ce milieu avec qui échanger. On parle donc, en termes de rapport aux savoirs scientifiques pour ces élus, à la fois d'une perception positive, d'une faible utilisation et d'un accès limité. Ces résultats s'inscrivent en cohérence avec des études antérieures menées sur les administrations gouvernementales et les élus, qui soulignaient que la théorie des « deux communautés » (*two-communities theory*) développée par Caplan (1979) explique la mieux la non-utilisation des données scientifiques par les décideurs, particulièrement dans les domaines liés aux sciences sociales (Amara et al, 2004;). Les auteurs qui défendent ce point de vue tentent d'expliquer cette non-utilisation par la relation entre le chercheur et le système de recherche, d'un côté, et le décideur et le système d'élaboration des politiques, d'un autre côté. Ils affirment que les chercheurs en sciences sociales et les décideurs politiques vivent dans des mondes séparés, avec des valeurs différentes et souvent contradictoires, des systèmes de récompense différents et des langages différents. Dans un contexte de professionnalisation des élus, induit notamment par la complexification des enjeux de développement collectif, il apparaît ainsi important d'offrir davantage d'opportunités d'échanges et de travail collaboratif entre les élus des petites municipalités et le milieu scientifique, afin d'accroître les liens interpersonnels permettant de relier les « deux mondes ». Le défi semble encore plus impératif pour rejoindre les femmes élues, qui se disent moins en contact avec le milieu scientifique que leurs confrères. De plus, puisque la méconnaissance ou la non-existence d'outils scientifiques reconnus pertinents par les élus municipaux pour l'exercice de leurs fonctions semble également en cause dans leur recours limité à la science, ces occasions d'échanges pourraient permettre une adaptation ou un transfert des travaux scientifiques bénéfiques aux élus.

À cet effet, soulignons que plusieurs écrits font état d'avancées importantes et d'expériences fructueuses de maillage entre les scientifiques et la communauté, depuis une quarantaine d'années (Quirion, 2021; Luckerhoff et al, 2021). Toutefois, ces expériences incluent plus rarement les élus municipaux. Davantage d'études sont donc nécessaires pour déterminer quelles seraient les stratégies de maillage les plus efficaces et les compétences que doivent développer les chercheurs ou les modalités d'acquisition des connaissances à considérer au regard du transfert vers les élus. L'état des connaissances dans le domaine du transfert de connaissances, même s'il touche peu au milieu de la politique municipale, montre cependant que pour améliorer les capacités en transfert des scientifiques, plusieurs sujets gagneraient à être abordés dès la formation universitaire (Dagenais & Ridde, 2015), outre les méthodes et théories générales dans le domaine. Notamment, on relève les compétences communicationnelles et relationnelles, les habiletés de conception et d'évaluation de plans de transfert de connaissances et la compréhension des processus de prise de décision (Park et al, 2018). À ce sujet, la multiplication au Québec, depuis une vingtaine d'années, d'équipes et de centres variés dédiés au transfert des connaissances, particulièrement dans le réseau de l'éducation et de la santé (Dancause, 2020; Marion & Houlfort, 2016; Potvin, 2016), semblent paver la voie pour optimiser le transfert de connaissances scientifiques spécifiquement dédié aux élus municipaux. Cette voie est par ailleurs déjà foulée par certaines organisations gouvernementales ou associatives vouées à outiller ces élus, comme la FQM, l'UMQ, le MAMH, le RIM, Québec municipal et Espace Muni. Rappelons que leurs ressources, qui transfèrent notamment des connaissances scientifiques, sont utilisées par entre 30 % et 66 % des répondants à notre étude (voir figure 4).

### La participation citoyenne au cœur du lien élu-citoyen

Pour que les élus aient recours aux savoirs détenus par les citoyens, il apparaît nécessaire qu'ils entrent pleinement dans l'arène de la participation citoyenne. Cette entrée est également de mise quand il s'agit de professionnaliser leur rôle, alors que le traitement d'enjeux complexes de développement nécessite l'inclusion et la participation des citoyens pour s'actualiser pleinement (Bherer, 2011; Mercier et al, 2009). Cette entrée s'opère tranquillement au Québec, où les études font état d'un déploiement de plus en plus soutenu d'initiatives participatives, bien qu'à géométrie très variable selon les municipalités (Gauthier et al, 2020). Ces dernières demeurent également marginales et présentent souvent, dans leurs modalités, des limites en termes de potentialité d'intégration des savoirs. Ces limites concernent surtout la trivialité des objets pour lesquels la participation des citoyens est sollicitée, la représentativité des citoyens participants et leur instrumentalisation par les élus (Bacqué & Gauthier, 2011; Beuret, 2012; Durand Folco, 2016). Le fait est que la participation est une notion pouvant emprunter diverses formes selon les besoins de ceux qui l'organisent, allant de l'information à la consultation et au partenariat, jusqu'à l'autorité directe des citoyens sur les décisions publiques (Arnstein, 1969). L'étude de la démocratie s'est occupée à décortiquer les modalités des dispositifs participatifs, faisant du coup ressortir leur large spectre, mais également certaines limitations et de potentielles dérives : démobilisation des citoyens, perte d'intérêt et de confiance envers la politique, dénaturation de l'essence participative et de celle même de la citoyenneté (Dryzek, 2010). Au-delà de la multiplication des occasions de participation citoyenne promues par les élus, il y a donc lieu de s'intéresser surtout à la qualité des modalités participatives mises en place.

### Le savoir des gens d'affaires peu mobilisés par les élus

Le recours des élus aux savoirs d'une troisième catégorie d'acteurs, les gens d'affaires, est assez surprenant. La littérature américaine sur le pouvoir urbain insiste de façon importante sur l'importance

des liens entre les élus municipaux et les classes d'affaires locales [voir par exemple les travaux de Clarence Stone (1989) sur les régimes urbains et ceux de Harvey Molotch (1976) sur les coalitions de croissance]. La réalité des municipalités québécoises ne semble pas être si éloignée de celle évoquée dans ces travaux sur les villes américaines dans la mesure où une partie importante de l'activité municipale québécoise dépend de collaborations avec des acteurs du secteur privé et des gens d'affaires. Ces liens avec des acteurs privés peuvent prendre plusieurs formes, allant de la sous-traitance pour la desserte de certains services (déneigement, entretien des parcs, pavage, etc.) jusqu'à la collaboration avec des promoteurs immobiliers privés en passant par les services de consultants. Cette réalité est très présente dans les petites municipalités québécoises où, dans bien des cas, la fonction publique reste limitée.

Malgré un rôle souvent important du secteur privé dans la desserte de services municipaux, les élus ne les voient pas vraiment comme une source importante de savoirs. Nos résultats (voir Tableau 4) indiquent bien que si certains des élus interrogés (10 %) font appel au savoir des gens d'affaires, la tendance d'une majorité d'élus (68 %) est de plutôt se fier aux savoirs des employés municipaux qui se démarquent, et de loin, comme le premier recours des élus. Ce décalage suggère que les gens d'affaires entretiennent assez peu de liens avec les élus des petites municipalités et qu'ils ont plus d'interactions et de partage de connaissances avec les fonctionnaires des municipalités. On peut imaginer, également, que le climat de dénonciations de la corruption municipale inauguré par la Commission Charbonneau, il y a quelques années, amène les élus à tenir, au moins symboliquement, leur distance par rapport aux gens d'affaires.

## CONCLUSION

Cette étude exploratoire a permis de peindre une première esquisse des perceptions, utilisations et modalités d'acquisition des savoirs détenus par divers acteurs du développement des collectivités par les élus des petites municipalités québécoises. Les résultats montrent que les personnes sondées sont intéressées à acquérir des connaissances sur des sujets variés pour leur permettre d'exercer leurs fonctions. Cette curiosité est jumelée à une importance accordée aux savoirs de l'ensemble des acteurs du développement, même si les élus sondés se réfèrent surtout aux fonctionnaires municipaux pour obtenir des informations liées aux dossiers traités dans la cadre de leur mandat. Cela dit, c'est au milieu scientifique qu'ils accordent le moins d'importance et en majorité, ils disent avoir un faible niveau d'échanges directs ou indirects avec ce milieu. Aussi, bien que ce soit aux savoirs des citoyens qu'ils disent accorder le plus d'importance, ces savoirs demeurent leur source de référence la plus marginale. Nous envisageons donc le développement des compétences relatives à la mise en œuvre de modalités participatives à l'égard des citoyens et la multiplication d'initiatives de maillage entre scientifiques et élus de petites municipalités comme des pistes pertinentes pour actualiser l'importance accordée aux savoirs des citoyens et augmenter celle accordée aux savoirs scientifiques. Ces apports seraient cohérents avec la professionnalisation des élus municipaux dans une perspective de traitement accru de leur part d'enjeux complexes de développement collectif.

### Pistes de recherches futures

Cette étude pourrait être approfondie par des recherches qualitatives permettant de mieux saisir les divers aspects du rapport aux savoirs des élus des petites municipalités québécoises. Considérant le contexte particulier de ces municipalités au niveau de l'administration, à savoir qu'elles sont réduites en ressources humaines, creuser la question du recours des élus aux fonctionnaires de la municipalité et de la MRC s'avérerait pertinent, en ajoutant le volet du re-

cours à des ressources professionnelles externes, c'est-à-dire des consultants ou des sous-traitants dans divers domaines. Il serait par ailleurs pertinent d'un point de vue scientifique de comparer ce rapport aux savoirs avec celui d'élus de municipalités plus peuplées, tout comme de mener une étude auprès d'un échantillonnage représentatif de la population à l'étude qui permettrait des comparaisons entre les données selon le poste occupé par les répondants, soit conseillers et maires. Finalement, des recherches orientées vers les éléments relevés dans la discussion en lien avec le rapport des élus aux savoirs du milieu scientifique et à ceux des citoyens permettraient d'accroître les connaissances sur ces aspects spécifiques. À ce sujet, dans une perspective pragmatique, mener des recherches participatives pourrait s'avérer intéressant, pour à la fois éclairer scientifiquement ces volets de la politique municipale, tout en développant certaines stratégies d'action optimisant les applications pratiques pour les petites municipalités du Québec.

## RÉFÉRENCES

- Amara, N., M. Ouimet & R. Landry (2004). New Evidence on Instrumental, Conceptual, and Symbolic Utilization of University Research in Government Agencies. *Science Communication*, 26(1), 75-106. <https://doi.org/10.1177/1075547004267491>
- Arnstein, S. R. (1969). A Ladder Of Citizen Participation. *Journal of the American Institute of Planners*, 35(4), 216-224. <https://doi.org/10.1080/01944366908977225>
- Ashcraft, L. E., D. A. Quinn & R. C. Brownson (2020). Strategies for effective dissemination of research to United States policymakers: a systematic review. *Implementation Science*, 15(1), 89. <https://doi.org/10.1186/s13012-020-01046-3>
- Bacqué, M.-H. & M. Gauthier (2011). Participation, urbanisme et études urbaines. Quatre décennies de débats et d'expériences depuis "A ladder of citizen participation" de S. R. Arnstein. *Participations*, 1(1), 36-66. <https://doi.org/10.3917/parti.001.0036>
- Beaudet, G. & R. Shearmur (2019). *L'innovation municipale. Sortir des sentiers battus*. Montréal, QC : Les Presses de l'Université de Montréal
- Beuret, J.-E. (2012). Mieux définir la concertation : du pourquoi au comment. *Négociations*, 17(1), 81-86. <https://doi.org/10.3917/neg.017.0081>
- Bherer, L. (2011). Les relations ambiguës entre participation et politiques publiques. *Participations*, 1(1), 105-133. <https://doi.org/10.3917/parti.001.0105>
- Bourque, D. (2008). *Concertation et partenariat : Entre levier et piège du développement des communautés*. Québec, QC : Presses de l'Université du Québec
- Breux, S. & R. Parent (2023). Plus difficile d'être élu dans une petite municipalité ? Perceptions de la fonction électorale par certains élus municipaux québécois. *Géographies canadiennes*. <https://doi.org/10.1111/cag.12858>
- Caplan, N. (1979). The Two-Communities Theory and Knowledge Utilization. *American Behavioral Scientist*, 22(3), 459-470. <https://doi.org/10.1177/000276427902200308>
- Charlot, B. (1997). *Du rapport au savoir. Éléments pour une théorie*. Paris, France : Anthropos
- Chiasson, G., Y. Fournis & A. Mévellec (2014). Fermer la parenthèse régionale : retour au municipal ! *Économie et Solidarités*, 44(1-2), 64-83. <https://doi.org/10.7202/1041605ar>
- Communagir. (2014). *La participation des élus au développement collectif*. En ligne [site consulté en juillet 2023]. <https://communagir.org/contenus-et-outils/nos-productions/la-participation-des-elus-au-developpement-collectif/>

- Dagenais, C. & V. Ridde (2015). Le transfert des connaissances scientifiques, « c'est bien, mais c'est pas encore arrivé... ». *Acfas Magazine*. En ligne [site consulté en juillet 2023]. <https://www.acfas.ca/publications/magazine/2015/11/transfert-connaissances-scientifiques-c-est-bien-c-est-pas-encore>
- Dancause, L. (2020). *Diagnostic de l'expertise québécoise dans le domaine de la mobilisation des connaissances*. En ligne [site consulté en juillet 2023]. <https://eduoq.info/xmlui/handle/11515/38277>
- De Sousa Santos, B. (2008). *Another knowledge is possible: beyond northern epistemologies*. London, NY: Vers
- Divay, G., S. Belley, L. Caron, É. Charbonneau & M. C. Prémont (2019). *Le management municipal: Un gouvernement de proximité?* Québec, QC: Presses de l'Université du Québec
- Douillet, A.C. (2003). Les élus ruraux face à la territorialisation de l'action publique. *Revue française de science politique*, 53(4), 583-606. <https://doi.org/10.3917/rfsp.534.0583>
- Dryzek, J. S. (2010). *Foundation and Frontiers of Deliberative Governance*. Oxford, Angleterre: Oxford University Press
- Dufresne, G. (2013). Citoyens ou clients de la ville? *Relations*, (768), 17-18
- Durand Folco, J. (2016). Y a-t-il une démocratie participative à Montréal? Entre gouvernance métropolitaine, gestion de proximité et démocratie radicale. *Les ateliers de l'éthique*, 11(1), 80-100. <https://doi.org/10.7202/1038200ar>
- Durand Folco, J. (2021). Changer le monde par le bas: la municipalité comme foyer stratégique de la transformation sociale. *Nouveaux Cahiers du socialisme*, (25), 143-152
- Faure, A. (1991). Les maires ruraux. De la gestion des symboles à la symbolique gestionnaire. *Polix*, 15(4), 68-72. <https://doi.org/10.3406/polix.1991.1468>
- Fédération québécoise des municipalités (2020). Dossier: Valorisation du rôle de l'élu.e. *Quorum*, 45(2), 16-27
- Fontan, J.-M. (2011). Développement territorial et innovation sociale. Dans Bellemare, G. & Klein, J.-L. (Eds.), *Innovation sociale et territoire. Convergences théoriques et pratiques* (pp. 17-41). Québec, QC: Presses de l'Université du Québec
- Fontan, J.-M., J.-L. Klein, J. Caillouette, M. Doyon, B. Lévesque, P.-A. Tremblay, D.- G. Tremblay & C. Trudelle (2014). Vers de nouveaux modèles d'action en développement territorial: l'expérimentation à l'échelle locale de la transition vers le « bien vivre ». *Économie et solidarités*, 44(1- 2), 84-102. <https://id.erudit.org/iderudit/1041606ar>
- Gallant, N. & S. Breux (Eds.) (2010). *Femmes et politique municipale: recension de la littérature et de l'action publique*. Montréal, QC: Institut national de la recherche scientifique
- Gaudreau, Y. (2020). *Contribution des élus municipaux au développement des milieux dépendants des ressources forestières en Outaouais*. Mémoire, Université du Québec en Outaouais, En ligne [site consulté en juillet 2023]. [https://di.uqo.ca/id/eprint/1207/1/Gaudreau\\_Yoan\\_2020\\_memoire .pdf](https://di.uqo.ca/id/eprint/1207/1/Gaudreau_Yoan_2020_memoire.pdf)
- Gauthier, M., L. Gagnon, G. Chiasson & A. Mévellec (2020). Participation du public en aménagement et urbanisme au Québec: les maires face à l'impératif délibératif. *Participations*, 26-27(1), 165-192. <https://doi.org/10.3917/parti.026.0165>
- Gouvernement du Québec (2022). *Thésaurus de l'activité gouvernementale*. En ligne [site consulté en juillet 2023]. <https://www.thesaurus.gouv.qc.ca>
- Hamel, P. & B. Jouve (2006). *Un modèle québécois? Gouvernance et participation dans la gestion publique*. Montréal, QC: Presses de l'Université de Montréal
- Heckhausen, J. & H. Heckhausen (Eds.). (2008). *Motivation and action* (2<sup>e</sup> ed.). Cambridge, Royaume-Uni: Cambridge University Press
- Lachapelle, R. & D. Bourque (2020). *Intervenir en développement des territoires*. Québec, QC: Presses de l'Université du Québec
- Lefèvre, C. & G. Pinson (2020). *Pouvoirs urbains. Ville, politique et globalisation*. Malakoff, France: Armand Colin
- Lucas, J. & A. Sayers (2018). Responsiveness, Accountability, and the Long-Term Development of Local Political Careers in Calgary and Edmonton. Dans S. Breux & J. Couture (Eds.), *Accountability and responsiveness at the municipal level: views from Canada*. Montréal, QC: McGill-Queen's University Press
- Luckerhoff, J., M. L. Johnson & L. Cardinal (2021). Introduction: enraciner une nouvelle université au 21<sup>e</sup> siècle. *Enjeux et société*, 8(2), 11-18. <https://doi.org/10.7202/1078487ar>
- Marion, C. & N. Houffort (2015). Transfert de connaissances issues de la recherche en éducation: situation globale, défis et perspectives. *Nouveaux cahiers de la recherche en éducation*, 18(2), 56-89. <https://doi.org/10.7202/1036033ar>
- McAll, C. (2017). Des brèches dans le mur: inégalités sociales, sociologie et savoirs d'expérience. *Sociologie et sociétés*, 49(1), 89-117. <https://doi.org/10.7202/1042807ar>
- Mercier, C., D. Bourque & L. St-Germain (2009). *Participation citoyenne et développement des communautés au Québec: enjeux, défis et conditions d'actualisation*. Rapport. Séminaire sur la participation citoyenne et le développement des communautés. ARUC-ISDC
- Mévellec, A. & M. Tremblay (2016). *Genre et professionnalisation de la politique municipale. Un portrait des élues et élus du Québec*. Québec, QC: Presses de l'Université du Québec
- Mévellec, A. G. Chiasson & J. Couture (2022). La rémunération des élus municipaux québécois: unité des discours, diversité des pratiques. *Politique et Sociétés*, 41(1), 35-58. <https://doi.org/10.7202/1085181ar>
- Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (2023). *Décret de population pour 2022 - Municipalités locales, arrondissements, villages nordiques et territoires non organisés*. En ligne [site consulté en juillet 2023]. <https://www.mamh.gouv.qc.ca/organisation-municipale/decret-de-population/>
- Molotch, H. (1976). The City as a Growth Machine: Toward a Political Economy of Place. *American Journal of Sociology*, 82(2), 309-332
- Oliver, K., S. Innvar, T. Lorenc, J. Woodman & J. Thomas (2014). A systematic review of barriers to and facilitators of the use of evidence by policymakers. *BMC Health Services Research*, 14(1), 2. <https://doi.org/10.1186/1472-6963-14-2>
- Park, J.S., J.E. Moore, R. Sayal, B.J. Holmes, G. Scarrow, I.D. Graham, L. Jeffs, C. Timmings, S. Rashid, A.M. Johnson & S.E. Straus (2018). Evaluation of the "Foundations in Knowledge Translation" training initiative: preparing end users to practice KT. *Implement Science*, 13(1). <https://doi.org/10.1186/s13012-018-0755-4>
- Pinson, G. (2009). *Gouverner la ville par projet. Urbanisme et gouvernance des villes européennes*. Paris, France: Presses de Sciences Po
- Pinson, G. (2014). Le maire et ses partenaires: du schéma centre-périphérie à la gouvernance multi-niveaux. *Pouvoirs*, 148(1), 95-111. <https://doi.org/10.3917/pouv.148.0095>
- Potvin, P. (2016). *L'alliance entre le savoir issu de la recherche et le savoir d'expérience. Un regard sur le transfert de connaissances*. Boucherville, QC: Béliveau Éditeur
- Prémont, M.-C. (2015). Les municipalités québécoises et le développement économique par la fiscalité: back to the future? *Organisations et territoires*, 24(3), 61-67. 10.1522/revueot.v24i3.91

Proulx, M.-U. (2009). Territoires émergents et cohérence dans l'espace Québec. *Cahiers de géographie du Québec*, 53(149), 177-196. 10.7202/038781ar

Proulx, M.-U. & P.-L. Bouchard (2020). L'enseignement supérieur et les systèmes d'innovation en région au Québec. *Recherches sociographiques*, 61(1), 31-55. 10.7202/1075899ar

Quesnel, L. (1986). La démocratie municipale au Québec. *Politique*, (9), 61-97. 10.7202/040515ar

Quirion, R. (2021). *L'université québécoise du futur. Tendances, enjeux, pistes d'action et recommandations*. Québec, QC: Gouvernement du Québec.

Ryser, L., G. Halseth, S. Markey & A. Young (2023). Tensions between municipal reforms and outdated fiscal levers in rural British Columbia. *The Canadian Geographer*, 67(1), 150-164. <https://doi.org/10.1111/cag.12797>

Rochman, J. & D.-G. Tremblay (2012). Politiques familiales municipales: l'émergence de nouvelles formes de gouvernance locale? *Politique et Sociétés*, 31(1), 3-46. 10.7202/1013130ar

Sancton, A. & R. Young (Eds.). (2009). *Foundations of Governance. Municipal Government in Canada's Provinces*. Toronto, ON: IPACUTP

Schweizer, A, M. del Rio Carral & M. Santiago-Delefosse (Eds.). (2020). *Les méthodes mixtes en psychologie*. Montréal, QC: Dunod

Stone, C. (1989). *Regime Politics. Governing Atlanta 1946-1988*. Lawrence, KS: University Press of Kansas

Tremblay, D.-G. & G. Demers (2018). Les recherches partenariales/ collaboratives: Peut-on simultanément théoriser et agir? *Recherches sociographiques*, 59(1-2), 99-120. 10.7202/1051427ar

Van Campenhoudt, L., J. Marquet & R. Quivy (2017). *Manuel de recherche en sciences sociales. 5<sup>e</sup> édition*. Montréal, QC: Dunod

Vignon, S. (2016). Des maires en campagne(s). Transformations des répertoires de mobilisation électorale et des registres de légitimité politique dans les mondes ruraux. *Politix*, 113 (1), 17-42. <https://doi.org/10.3917/pox.113.0017>